

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 40, du 1 au 7 octobre 2018

- Nigéria : Baisse de 50% du coût d'enregistrement d'une entreprise jusqu'à fin 2018 ; la Banque mondiale laisse inchangée ses prévisions de croissance économique pour 2018 ; Jumia développe un nouveau partenariat avec Amadeus pour la vente de billet d'avion en ligne ; 18 usines de mélange d'engrais en cours de réhabilitation dans le cadre de l'Initiative présidentielle sur les engrais (PFI) ;
- Ghana : Augmentation de 25% du PIB ghanéen suite à une opération de révision comptable ; plus de 200 M USD de projets approuvés en septembre par la Banque mondiale ; les recettes d'exportations pétrolières dépasseraient désormais celles de la filière du cacao ; le Ghana maintient le prix payé aux planteurs de cacao ;
- Liberia : La Banque centrale (CBL) annonce avoir retrouvé les 15,5 Mds LRD donnés comme disparus ; 1 MUSD de don accordé par la Banque africaine de développement (BAD) pour l'industrie du bois ;
- Sierra Leone : 60 MUSD d'investissements pour la construction d'un élevage avicole par l'israélien Agrotop et le sud-africain Integrated Solutions Africa (ISA) ; l'opérateur de téléphonie gambien Qcell entre sur le marché local des télécoms.

Nigéria

Baisse de 50% du coût d'enregistrement d'une entreprise jusqu'à fin 2018.

Le gouvernement fédéral, par la voix du vice-président Yemi Osinbajo, [a annoncé l'ouverture d'une fenêtre de 90 jours – entre le 1er octobre et le 31 décembre 2018 – pendant laquelle le coût d'enregistrement d'une entreprise est dorénavant réduit de moitié, passant de 10 000 NGN \(24 EUR\) à 5000 NGN](#). Cette mesure a été prise dans le cadre du programme des MSMEs Clinics, en partenariat avec diverses agences gouvernementales, qui vise à faciliter la formalisation des micros, petites et moyennes entreprises. Selon les estimations, ces dernières représentent la quasi-totalité des entreprises du pays (97%) – pour la plupart des microentreprises – et contribuent à 50% de l'emploi total. Pour rappel, le Nigeria se positionne à la 145^{ème} position – sur 190 pays – du classement Doing Business 2018 pour la facilité à faire des affaires. Plus spécifiquement, le coût de création d'une nouvelle entreprise représente 28.8% du revenu par habitant, contre 0.2% en Afrique du Sud (82^{ème} du classement), 16.5% en Côte d'Ivoire (139^{ème}) et 17.5% au Ghana (120^{ème}).

La Banque mondiale laisse inchangée ses prévisions de croissance économique pour 2018.

[Le dernier rapport biannuel Africa's pulse de la Banque mondiale publié en octobre estime à 2,7% la croissance économique de la région sub-saharienne pour 2018](#), soit 40 pb de moins que les prévisions d'avril. Les prévisions de croissance pour le Nigéria ont en revanche été maintenues à 1,9% pour 2018 et 2,2% pour 2019. [Par ailleurs, la Banque centrale nigériane vient de publier le Purchasing managers index \(PMI\) pour le mois de septembre](#). Il s'établit à 56,2, en recul de 0,9 points par rapport au mois d'août mais marque le 18^{ème} mois consécutif d'expansion du secteur manufacturier. Sur les 14 sous-secteurs pris en compte dans le calcul, seul 4 ont décliné à savoir les produits du pétrole et du charbon, du papier, le ciment et les sous-secteurs métalliques primaires.

Jumia développe un nouveau partenariat avec Amadeus pour la vente de billets d'avion en ligne.

[En partenariat avec Amadeus, une entreprise espagnole de gestion pour la distribution et la vente de services de voyages dont l'un des fondateurs est Air France, l'entreprise de e-commerce Jumia va lancer une plateforme de réservation de vols en ligne](#). Les professionnels de l'aviation pourront y présenter leurs offres à destination des voyageurs africains et recevoir des données leur permettant de perfectionner leur approche commerciale. [Lancée en 2012 à Lagos par deux Français, Jumia compte parmi ses actionnaires des entreprises comme MTN, Orange, Axa ou encore Goldman Sachs](#). Selon Reuters, [l'allemand Rocket Internet, son actionnaire historique, préparerait l'introduction de la plateforme sur la bourse de New York au premier trimestre 2019](#). Jumia est présente dans 14 pays africains et a réalisé 507 MEUR de volumes d'affaires en 2017.

18 usines de mélange d'engrais en cours de réhabilitation dans le cadre de l'Initiative présidentielle sur les engrais (PFI).

[D'après le président de l'Association des producteurs et fournisseurs d'engrais du Nigéria \(FEPSAN\) 11 usines auraient déjà été réhabilitées au cours de la première phase du programme approuvé par le Président Muhammadu Buhari fin 2016.](#) Les ouvertures annoncées de l'usine Dangote d'ici trois ans et d'une deuxième ligne de production par l'indonésien Indoram Eleme Fertilizer & Chemicals Limited, basé à Port Harcourt, doivent par ailleurs permettre d'atteindre à terme l'objectif de 7 millions de tonnes d'engrais produites chaque année. De ce volume, 70% devraient être exportés et 30% distribués sur le marché domestique via les 200 distributeurs de fertilisants locaux. A noter qu'en 2017 le Nigéria a exporté près de 150 MUSD de fertilisants à base de nitrogène, contre 31 MUSD en 2015 et 60 MUSD en 2016. D'après le Bureau national des statistiques, les fertilisants sont ainsi passés du 21ème poste d'exportations en 2015, au 5ème en 2017 (9% des exportations non-pétrolières). Néanmoins, le pays continuait d'importer la même année 165 MUSD de fertilisants mélangés (nitrogène, potassium et/ou phosphate), sans en exporter.

Ghana

Augmentation de 25% du PIB ghanéen suite à une opération de révision comptable.

Suite à une opération de révision comptable du Bureau national des statistiques ghanéen (Ghana Statistical Service, GSS), [le PIB du Ghana s'élèverait désormais à 256 Mds GHC \(approximativement 51,4 Mds USD\), contre 205,9 Mds GHC auparavant \(+25%\).](#) Ce résultat est le fruit d'un changement d'année de base pour le calcul de cet agrégat économique (2013, contre 2006 auparavant), qui permet de mieux prendre en compte les nouvelles formes d'activités créatrices de richesse, que la précédente méthodologie n'intégrait pas. L'opération a entraîné une réévaluation à la baisse des taux de croissance des années passées, notamment celui de 2017 qui s'établit à 8,1% (contre 8,4% auparavant). La part des différents secteurs économiques dans le PIB a également évolué : celles de l'agriculture (21,2%) et de l'industrie (33,2%) ont augmenté tandis que celle des services (45,6%) s'est réduite. En matière de finances publiques, [cette opération comptable n'induit pas une revalorisation des revenus ou des dépenses de l'Etat, qui restent soumis aux mêmes contraintes de financement : le service de la dette continue de représenter 42% de ses revenus et le risque de surendettement du Ghana demeure élevé.](#) Néanmoins, elle entraîne une révision à la baisse de certains ratios macro-financiers. Si les prévisions ambitieuses du gouvernement en matière de réduction du déficit public étaient atteintes en 2018, le ratio dette publique/PIB pourrait ainsi atteindre 55% à la fin de l'année (contre 70,3% prévu par le FMI ex ante). Le ratio recettes fiscales/PIB diminuerait drastiquement aussi et atteindrait 12% (contre 16,7% auparavant). Les dépenses d'investissement publiques ne représenteraient plus que 1,1% du PIB à juin 2018 (2,2% en 2017).

Plus de 200 MUSD de projets approuvés en septembre par la Banque mondiale.

La Banque Mondiale a approuvé quatre projets de financement d'une valeur totale supérieure à 200 MUSD. Dans le domaine de l'urbanisation, [100 MUSD seront octroyés pour améliorer les services publics de base d'une vingtaine de villes secondaires et l'organisation des administrations décentralisées.](#) Dans le secteur du tourisme, [40 MUSD serviront à renforcer l'image touristique du Ghana, à développer les principaux lieux de tourisme du pays et à financer des programmes de formation.](#) En faveur de l'inclusion financière, [30 MUSD seront notamment dédiés au renforcement de la supervision des banques rurales et des Institutions de Microfinance \(IMF\), à la promotion de la transparence dans le secteur.](#) Enfin, dans le but d'accroître l'efficacité des agences publiques chargées de la délivrance de titres administratifs, [35 MUSD seront consacrés à l'amélioration de leurs outils \(numérisation des démarches sur support mobile notamment\) et à de l'appui technique.](#)

Les recettes d'exportations pétrolières dépasseraient désormais celles de la filière du cacao.

[En août, les recettes d'exportations pétrolières \(2,91 Mds USD\) dépasseraient désormais celles de la filière du cacao \(1,45 Md USD\).](#) Cette évolution reflète, d'une part, la dépression des cours de la matière agricole en 2018 et la remontée de celle de l'or noir, et, d'autre part, l'accroissement de la production d'hydrocarbures des champs de TEN et de Sankofa. Le Ghana disposerait d'un surplus commercial de 1,4 Md USD, soit 2,7% du PIB révisé. Néanmoins, cet accroissement ne se reflète pas dans les réserves internationales du pays, qui atteignaient 6,69 Mds USD en août, soit une couverture de 3,5 mois d'importations. Le gouverneur de la Banque centrale ghanéenne l'explique par la faible participation capitaliste d'entités ghanéennes dans le secteur de l'extraction pétrolière (minimum réglementaire de 15%), qui ne permettrait pas d'éviter le rapatriement de devises. Le prêt contracté en dollar par le COCOBOD en septembre (1,3 Md USD) devrait permettre d'accroître ces réserves à court terme.

Le Ghana maintient le prix payé aux planteurs de cacao.

[Le gouvernement du Ghana a décidé de maintenir son prix d'achat de fèves de cacao aux planteurs \(7600 GHC/tonne soit 1,53 USD/kg\), suite à une annonce faite conjointement avec la Côte d'Ivoire, qui a de son côté décidé d'augmenter](#)

[le sien \(+7,1% à 750 FCFA/kg, soit 1,34 USD/kg\), après l'avoir diminué de 36% en 2017.](#) Le différentiel qui subsiste, bien que réduit, devrait continuer d'alimenter la contrebande de la production ivoirienne, qui a cours depuis plusieurs années. Actuellement, le Ghana exporterait à un prix premium 80% de ses fèves, soit la part issue de la récolte principale (main crop), tandis que les 20% restants, issus de la récolte secondaire (light crop), seraient revendus à un prix inférieur aux sept entreprises de transformation présentes dans le pays (dont l'entreprise française Touton). Pour rappel, [le Ghana représente près de 20% de la production mondiale de cacao et le gouvernement actuel s'est fixé un objectif de 50% de fèves transformées localement.](#)

Libéria

La Banque centrale (CBL) annonce avoir retrouvé les 15,5 Mds LRD donnés comme disparus.

Cette nouvelle est intervenue peu de temps après [la décision prise par la Réserve fédérale américaine de suspendre toute transaction avec la CBL](#), en attendant un éclaircissement sur cette affaire rendue publique fin septembre dernier. Le Président George Weah avait entretemps mis en place un Comité présidentiel spécial chargé d'enquêter sur cette disparition, et le tribunal municipal de Monrovia avait interdit la sortie du territoire à 35 employés de la CBL. [Le gouverneur de la CBL, M. Nathaniel Patray, a indiqué que l'audit interne, mené en partenariat avec la Crane Currency de Suède chargée d'imprimer ces billets entre 2016 et 2018, a conclu que cette somme était effectivement présente dans la chambre forte de la CBL.](#) Pour rappel, la Fed est responsable des transferts et paiements internationaux de la CBL et 66% de la masse monétaire du Libéria est libellée en dollars (USD).

1 MUSD de don accordé par la Banque africaine de développement (BAD) pour l'industrie du bois.

[Ce financement sera apporté à travers le Fond pour l'assistance du secteur privé africain \(FAPA\), sous la forme d'une assistance technique dans le secteur de la transformation du bois et d'un appui institutionnel auprès des PME.](#) Ces dernières font face à des contraintes financières importantes et continuent d'utiliser des méthodes rudimentaires, alors que l'on estime à un million d'hectares la surface de forêt disponible pour une exploitation soutenable.

Sierra Leone

60 MUSD d'investissements pour la construction d'un élevage avicole par l'israélien Agrotop et le sud-africain Integrated Solutions Africa (ISA).

Le site devrait s'étendre sur plus de 4000 hectares et comprendre plusieurs poulaillers (pouvant contenir 720 000 volailles), un centre d'emballage d'œufs, une meunerie et un champ de maïs et soja. Agrotop – spécialisée dans les projets d'élevage clés en main – et ISA – spécialisée dans les montages financiers et l'implantation de projets en Afrique – gèreront la ferme pendant 10 ans, mais formeront une équipe locale afin que cette dernière puisse ensuite reprendre la gestion de l'entreprise. [Le financement du projet proviendrait d'un prêt octroyé par une banque israélienne – dont le nom n'a pas été indiqué – soutenu par ASHRA, la compagnie israélienne d'assurance risque lié au commerce extérieur.](#) D'après les media locaux, [le gouvernement sierra léonais avait signé en 2016 un MoU avec ISA, mais avait refusé de se porter garant du prêt, ce qui avait stoppé l'avancée du projet.](#) Une fois terminée, la ferme devrait permettre de produire près de 200 millions d'œufs chaque année, de quoi couvrir la demande domestique et même d'exporter vers les pays voisins. [D'après la Sierra Leone Opportunities for Business Action \(SOBA\) la production locale d'œufs couvrirait seulement 10% de la consommation du pays en 2016, entraînant un besoin d'importation de 168 millions œufs.](#)

L'opérateur de téléphonie gambien Qcell entre sur le marché local des télécoms.

[L'opérateur a obtenu une licence d'établissement et d'exploitation de réseau télécoms ouvert au public.](#) Son installation dans le pays devrait bientôt se finaliser. Le PDG de la société a cependant indiqué que les prix appliqués différeront de ceux pratiqués en Gambie, à cause des standards de tarification différents entre les deux pays. Par ailleurs, le personnel devrait être composé en majorité de gambiens. Qcell devient ainsi le 4^{ème} opérateur télécoms en Sierra Leone après Africell, Orange, et l'opérateur historique SierraTel.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR_Eco_Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
